

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1821

Artikel: Après la crise: revenir aux sources du libéralisme : pour Armatya Sen, prix Nobel d'économie issu du tiers monde, le capitalisme n'est ni à refonder ni à abolir mais à mieux comprendre
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013866>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

contraintes du contingent étatique mais géré par la profession elle-même, n'est pas encore sous toit. Mais pour parer au plus pressé, l'association faîtière est parvenue à imposer une mesure douloureuse de désengorgement. Pour financer la liquidation des lourds excédents de poudre de lait, les paysans devront accepter de livrer 5% de leur production de «lait d'industrie» à un tiers du

prix habituel. Le lait de fromagerie échappe à la sanction. Berne qui se contente désormais de surveiller le marché, participe malgré tout à l'exercice de pompier. Un prélèvement obligatoire d'un centime par litre de lait versé par le paysan permettra d'écouler une bonne partie de la montagne de beurre excédentaire.

Au-delà de l'élimination

ponctuelle des excédents, la profession devra poursuivre son épineux exercice de maîtrise des quantités mises sur le marché. Les paysans suisses ne trouveront la liberté de produire sans frein que lorsque leurs produits laitiers seront suffisamment compétitifs pour s'écouler sans peine sur le grand marché européen.

Après la crise: revenir aux sources du libéralisme

Pour Armatya Sen, prix Nobel d'économie issu du tiers monde, le capitalisme n'est ni à refonder ni à abolir mais à mieux comprendre

Jean-Daniel Delley (25 avril 2009)

La crise économique a propulsé le capitalisme sur le banc des accusés. Des dirigeants cupides et sans scrupule sont mis au pilori. Ou c'est à un système intrinsèquement pervers qu'on s'en prend. L'extrême gauche peut ressortir ses vieux slogans anti-capitalistes, tout en peinant à brosser le portrait crédible de cette autre société qu'elle proclame possible. Des chefs d'Etat, jusqu'à présent peu enclins à affirmer le rôle de l'Etat dans la régulation de l'économie, parlent de refonder le capitalisme. C'est donc que ses fondations manifesteraient une dangereuse fragilité?

Tel n'est pas l'avis d'Armatya Sen, premier prix Nobel d'économie issu du tiers monde (1998). Dans un brillant article paru dans *The New York Review of Books*, il réfute le besoin d'un nouveau capitalisme. C'est d'une relecture des théoriciens de l'économie de marché dont nous avons besoin, affirme-t-il,

une pensée féconde qui a été caricaturée par les «libéraux» contemporains. Car les pères du libéralisme économique n'ont jamais fait de l'économie de marché la référence ultime de la vie sociale. Aucune société ne fonctionne sans transactions – indemnités sociales, retraites par exemple – et sans prestations – formation, santé – qui n'obéissent pas aux lois du marché. Ces actions «hors marché» et qui ne visent pas le profit sont indispensables à l'économie de marché. Adam Smith, l'un des théoriciens du capitalisme libéral, a toujours préconisé l'intervention de l'Etat pour suppléer aux lacunes de la «main invisible». Tout comme il ne pouvait concevoir un marché efficace dont les acteurs n'adhèreraient pas à des valeurs morales communes. Lorsqu'il parle des individus prodigues contre lesquels l'Etat doit protéger les citoyens – «une grande partie du capital du pays

échapperait à ceux qui seraient susceptibles d'en faire un usage profitable et tomberait aux mains de ceux qui le détruiraient» –, Smith décrit avec deux siècles d'avance un capitalisme financier délié de toute obligation morale et de responsabilité, mais aussi soumis à des contraintes légales insuffisantes par des autorités trop confiantes dans l'autorégulation des marchés.

La crise actuelle signe le retour en grâce de Keynes. Cette notoriété retrouvée agace quelque peu Sen, pour qui le théoricien de la relance par la dépense budgétaire s'est surtout intéressé à la macroéconomie et beaucoup moins au sort concret des gens. Il lui préfère Arthur Cecil Pigou, un contemporain de Keynes et son collègue à Cambridge. Cet économiste a étudié la distribution inégale des revenus et a insisté sur l'attention à porter aux plus

défavorisés dans une stratégie de croissance qui ne se limite pas à doper le PIB. L'exemple de la Chine est à cet égard frappant: grâce à la réforme économique de 1979, ce pays a connu une croissance économique rapide. Mais l'abolition simultanée des soins gratuits pour tous a considérablement freiné l'évolution positive de l'espérance de vie.

Adam Smith comme Arthur Pigou, deux économistes conservateurs et à ce titre quelque peu oubliés, ont tous deux mis en évidence l'importance des institutions hors marché et des valeurs autres que le profit pour le fonctionnement harmonieux de l'économie de marché. Armatya Sen en conclut que nous n'avons pas tant à réinventer le capitalisme qu'à

revenir aux sources du libéralisme économique pour trouver le bon équilibre entre l'Etat et le marché, entre la recherche du profit et l'éthique collective. Un équilibre détruit par les terribles simplificateurs contemporains du «*tout au marché*» qui nous conduit à la crise actuelle.